

l'impression que l'OUA est loin d'être unie. Toutefois, ses membres ont convenu que les problèmes de l'Afrique doivent être réglés par les Africains, point de vue qui a été approuvé par les Nations Unies.

Il se pourrait que la plus importante réalisation d'une Conférence sur la sécurité en Europe soit d'ordre psychologique. Si elle réussit à faire accepter l'idée d'une Europe unie au lieu d'un continent divisé, on aura fait un grand pas vers la sécurité

générale. La coopération technique et économique en dépend, par exemple, en matière d'échanges d'énergie ou de contrôle de la pollution, et peut-être encore davantage la libre circulation des personnes. Si la sécurité est fonction de l'état d'esprit des gens, il est indispensable qu'ils se rencontrent ne serait-ce que pour constater que celui qu'ils s'imaginaient être l'incarnation même du diable n'est en fait qu'humain et leur semblable.

Le Canada et la sécurité européenne

Le Canada envisage la future Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe dans le cadre d'un vaste processus de négociation entre l'Est et l'Ouest. Pour lui, la Conférence n'est ni une fin en elle-même ni le point culminant de ce processus. Elle marquerait plutôt le début d'une nouvelle étape de négociations permettant de s'attaquer aux sources de tension et de division qui existent en Europe et, en fin de compte, de les faire disparaître.

Dès le départ, le Canada a fait ressortir l'importance «d'une préparation adéquate» et a donc grandement insisté sur la nécessité de discuter les problèmes de fond aux entretiens préliminaires d'Helsinki auxquels 34 nations participent depuis la fin de novembre. Le Canada estime qu'il fallait, à ces entretiens préliminaires, faire le point sur des questions d'intérêt commun afin de pouvoir évaluer d'une façon réaliste les chances de succès de la Conférence, avant de décider de la convoquer.

Comme l'a déclaré aux journalistes le ministre des Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, lors de la session ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord, tenue à Bruxelles en décembre, les entretiens d'Helsinki doivent fournir l'occasion de s'attaquer aux problèmes véritables et de déterminer si l'Union soviétique et ses partenaires du Pacte de Varsovie recherchent autre chose que la «consécration du *statu quo*» en Europe.

Dans sa déclaration préliminaire, à Helsinki, le Canada a affirmé qu'aucun des participants ne saurait se contenter d'une conférence qui ne donnerait que des résultats superficiels. «Une conférence dont le seul résultat serait de s'entendre sur des formules ronflantes mais creuses

créerait de dangereuses illusions de progrès. C'est pourquoi le Gouvernement du Canada est d'avis que la Conférence doit contribuer concrètement... à la sécurité et à la coopération; on devra s'efforcer d'y adopter des mesures précises, si modestes soient-elles au début, visant à améliorer la situation...»

A quel titre le Canada participe-t-il à ces entretiens? Plusieurs éléments justifient la participation du Canada à une conférence qui, à l'origine, devait être «strictement européenne». Le Canada a pris une part très active aux deux grandes guerres qui ont bouleversé le continent européen. On considère que la sécurité du Canada et celle de l'Europe sont interdépendantes: le Canada est directement touché par la question de la sécurité de l'Europe puisqu'il y maintient des forces dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Les traditions et les cultures du Canada sont, pour une grande part, d'origine européenne, et ses liens historiques et économiques avec l'Europe sont indéniables. De plus, la coopération avec les pays européens est un aspect essentiel de sa politique étrangère actuelle de diversification des relations. Une conférence sur la sécurité en Europe pourrait non seulement modifier le visage de l'Europe, mais aussi la forme et la teneur des relations transatlantiques.

Déclaration sur la sécurité

En se fondant sur les positions connues de l'OTAN et du Pacte de Varsovie et sur la première phase des entretiens d'Helsinki, on pourrait dresser un ordre du jour d'une conférence sur la sécurité européenne qui comporterait deux points principaux: les questions de sécurité d'une part, et celles,